

- Sur le plan du bilan carbone, les productions de pays où l'électricité est fortement carbonnée (Chine, en partie Allemagne) ou pays lointains (Chine, Japon) plombent lourdement le label écologique et propre du photovoltaïque.

Dans ce contexte, la France a tous les atouts pour devenir un des producteurs majeurs dans ce domaine :

- Par voie chimique qui s'améliore en devenant moins gourmande en énergie. Le projet SILPRO n'a-t-il pas été abandonné trop rapidement ?
- Par voie électrometallurgique qui réduit considérablement les coûts de production notamment grâce à une consommation électrique moindre. Le projet PHOTOSIL devra rapidement déboucher pour s'imposer en France grâce à une énergie décarbonnée et un savoir faire en matière de silicium qui n'est plus à démontrer. Le point crucial pour cette industrie demeure le coût de l'électricité qui aujourd'hui est de loin le plus compétitif grâce à la politique énergétique des années passées, mais qui devient préoccupante au vu des décisions qui se préparent.

- Les industries périphériques ne doivent pas être oubliées car le photovoltaïque va dans l'avenir nécessiter d'autres matériaux (plastique, aluminium, verre...)
- Nous devons poser cette question aussi lors de la mise en place des panneaux photovoltaïques en exigeant que le bilan carbone déterminé par un organisme public soit indiqué lors de l'achat de ces panneaux.

## Lien entre recherche & développement et industrie

La France ne dispose toujours pas d'une filière industrielle en rapport avec ces ambitions (cf. Grenelle de l'environnement) surtout en amont.

L'enjeu est de taille : il nous faut une meilleure adéquation entre R&D, dynamique industrielle et dynamique de la demande, alors qu'actuellement, le marché Photovoltaïque est couvert par des importations depuis l'Allemagne, le Japon et la Chine principalement.

L'analyse de la situation de la filière PV montre que si on laisse agir les forces spontanées du marché et les acteurs économiques en ordre dispersé, les chances de construire en France une véritable filière industrielle complète du photovoltaïque sont inexistantes. Il appartient au pouvoir politique d'impulser une véritable politique industrielle dans ce domaine.

La revendication de la CGT de la création d'un pôle public de l'énergie prend tout son sens aussi dans le domaine du photovoltaïque comme pour les autres moyens de production d'électricité.

Dans un système de concurrence libre et non faussée nous nous retrouvons avec des aides de l'Etat et une obligation importante de rachat de l'énergie qui ne favorisent ni l'emploi en France ni l'industrie Française au contraire ces aides directes ou indirectes publiques favorisent l'emploi au mieux en Allemagne autrement en Asie.

La CGT revendique que les panneaux photovoltaïques soient fabriqués en France, afin de développer des emplois industriels de qualité avec un meilleur bilan carbone grâce à une électricité décarbonnée et ainsi avoir une synergie avec la recherche.

**Les projets et propositions industrielles et d'emplois de la CGT :**  
Ces filières PV dot être constituées d'un réseau de PMI/PME technologiques adossées, par partenariat, aux grands organismes de R et D mentionnés et aux grandes entreprises qui sont dans le périmètre de ces activités (par exemple EDF, St Gobain, St Electronic, Schneider... pour les matériaux solaires).

### Quelles structures financières ?

Le financement d'une telle ambition doit s'appuyer sur les revendications centrales portées par la CGT autour d'une dynamique "pôle public de l'énergie", celui-ci constituant le cadre structurant du financement. La CGT se propose pour un pôle public financier associant grandes institutions financières publiques et structures financières privées. La CGT revendique ces fonds régionaux pour l'emploi et le développement économique, une mobilisation de l'épargne autour de projets industriels. Les Etats Généraux de l'Industrie en Rhône-Alpes ont acté officiellement des propositions prenant en grande partie les orientations CGT. La filière photovoltaïque pourrait bénéficier de cette démarche rapidement.

## Emploi formation

Déjà un constat dans les 10 ans, en France et en Europe 50 % des salariés partent à la retraite. Le défi qui nous est posé sur les compétences dans tous les secteurs production, transport et distribution de l'énergie est énorme. A cela s'ajoutent les besoins d'emploi et de compétences dans les nouvelles filières énergétiques.

La situation de l'emploi en Rhône-Alpes est préoccupante. L'emploi diminue de 3,1 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2009 par rapport au même trimestre de l'année 2008, le nombre de privés d'emplois a fortement progressé en 2009 + 31,5 %.

La Savoie en 2009, c'est + 36,4 % de privés d'emplois, c'est le 3<sup>e</sup> département le plus touché après la haute Savoie et l'Ain, les jeunes de moins de 25 ans sont les victimes de la crise sociale.

Au regard de ces chiffres, les questions de l'emploi, de la formation professionnelle sont indissociables du développement économique dans l'ensemble des territoires.

Elles doivent être incluses d'autorité dans les enjeux industriels et notamment dans les filières, y compris celle de la filière photovoltaïque.

Cette filière à caractère innovant ne peut pas être seulement tournée dans le domaine de la recherche et développement. Au contraire, elle doit permettre d'ouvrir de nouveaux métiers, un vivier d'emplois intergénérationnel pour de nombreux salariés. Un véritable secteur d'activité doit être créé et identifié.

C'est dans ce cadre que la formation professionnelle doit être l'objet d'un dialogue renforcé dans les entreprises de Ferro-Pem de Montricher et de Château-Feuillet, dans les PME sous-traitantes, dans les branches, dans la région en partenariat avec l'éducation nationale et universitaire.

La filière photovoltaïque constitue un champ d'expérimentation, une activité pour mettre en œuvre le nouveau statut du travail du salarié et la sécurité sociale professionnelle que porte notre organisation syndicale, une ambition qui se contractualise pas à pas dans quelques secteurs d'activités au niveau de la région (saisonniers par exemple).

# LE PHOTOVOLTAÏQUE : un enjeu industriel pour la Savoie et la région Rhône-Alpes

**L'énergie est au cœur du débat pour un nouveau mode de développement social, économique et écologique**

Il y va, bien sûr, de l'avenir de centaines de milliers d'emplois et de l'accès de tous à un droit fondamental.

Il y va, aussi, de la préservation du climat, de l'indépendance nationale et de la sécurité énergétique de l'Europe.

Plus généralement encore, la CGT affirme : **l'énergie est un bien indissociable du développement humain, une ressource nécessaire et indispensable au même titre que l'eau.** Mais la réponse aux besoins énergétiques de la planète est loin d'être résolue : aujourd'hui, 2 milliards sur 6 milliards d'êtres humains (demain nous devrions être 9 milliards) n'ont toujours pas accès à l'électricité et 80 % de l'énergie consommée à l'échelle du globe l'est par 20 % de la population mondiale. A cette inégalité criante se rajoutent des défis majeurs, aujourd'hui clairement identifiés : d'une part, les ressources fossiles (pétrole, gaz, charbon et uranium) sont en quantités finies. D'autre part, le réchauffement climatique, lié aux activités humaines et à l'émission de gaz à effet de serre, représente une menace dont les effets se font déjà durement ressentir. Ces défis doivent être replacés dans le contexte de crise systémique que nous traversons, contexte qui nous impose de repenser le modèle de développement social, économique et écologique dont nous avons besoin pour répondre à nos besoins sociaux. Accéder à l'énergie, à l'eau, aux soins, à l'éducation, à une alimentation saine, à la culture, à la démocratie... tout en maintenant les équilibres naturels aujourd'hui malmenés voire menacés. Il est impératif désormais de réorienter notre mode de développement, afin que celui des uns ne se fasse pas au détriment de celui des autres.

Repondre aux besoins en énergie de toutes les populations et prendre en compte la préservation de l'environnement sur fond d'épuisement à terme des ressources fossiles, nécessite un changement radical du système de production. Cette transition énergétique implique de préserver les ressources fossiles en les considérant comme biens publics mondiaux et de développer les énergies renouvelables. A ce titre, le photovoltaïque a une place importante à prendre, notamment dans de nombreux pays en voie de développement qui disposent d'un ensoleillement important.